

L'éducation à l'argent, une urgence sociale¹

Résumé : après avoir souligné la place éminente de l'argent dans la vie de la cité et dans le vécu de chaque individu, ce texte évoque le rôle de l'« illettrisme de l'argent » dans le processus d'exclusion sociale et bancaire. Il analyse comment des actions d'éducation financière d'envergure, conduites en partenariat entre des opérateurs privés (associations, banques) et publics (collectivités territoriales notamment) pourraient contribuer efficacement à protéger les individus financièrement fragiles contre l'exclusion bancaire et sociale.

L'argent, un objet bizarre et complexe

L'argent n'est pas ce que l'on croit, ou plutôt il est beaucoup plus que ce que l'on croit.

Dans sa version matérielle, l'argent est palpable et visible : ce sont les pièces de monnaie utilisées pour payer le pain ou le journal, et les billets de banque qui « sortent des murs » - selon la vision qu'en ont les enfants pour parler des distributeurs bancaires - utilisés pour payer des dépenses de quelques dizaines d'euros.

L'argent peut aussi prendre une forme immatérielle et invisible, à la limite du virtuel : il est alors un simple chiffre inscrit à notre nom dans l'ordinateur de la banque qui tient notre compte. Par extension, l'argent est aussi l'épargne, les prêts et l'ensemble du patrimoine qu'on a accumulé sous toutes ses formes (terres, logement, actions, assurance-vie, rentes etc.)

Au-delà de ce sens commun, l'argent occupe une place centrale dans les champs du politique, de l'économie, de la sociologie et de la psychologie.

Selon les économistes, il est en premier lieu un équivalent général de toutes les valeurs, qui permet d'évaluer le prix de tout ce que les humains peuvent s'échanger sur un marché. L'argent a la propriété d'éteindre la dette, et donc de payer toute transaction. A ce titre, c'est un formidable accélérateur des échanges économiques, et donc un créateur de richesse. Etonnant : l'argent, symbole de la richesse, est en lui-même un instrument créateur de richesse². Enfin, à travers les mécanismes de l'épargne et du crédit, l'argent est un instrument qui permet de manipuler le temps. Epargne : je ne dépenserai que plus tard l'argent que je possède aujourd'hui. Crédit : je dépense aujourd'hui un argent que je ne gagnerai que plus tard.

Le philosophe Aristote a été le premier à affirmer que l'argent est un instrument du lien social : c'est en vue de gagner de l'argent que chacun exerce un métier pour produire des

¹ Ce texte est la version enrichie d'un article publié en novembre 2007 dans *La pédagogie de l'argent*, Les cahiers pour l'histoire de l'épargne, édités par l'association Finances et Pédagogie (5 rue Masseran 75007-Paris) à l'occasion de son cinquantième anniversaire.

² Les hommes d'affaires le savent bien, qui travaillent généralement avec de l'argent qu'ils empruntent... !

biens ou des services et les mettre à la disposition des autres, et c'est cet argent gagné que chacun « redonne » aux autres corps de métiers pour payer les biens et les services qu'ils leur achète³. Cet échange croisé d'argent et de biens fonde l'appartenance à un groupe social (village, quartier, ville, région, Etat), donne à celui qui y participe une identité professionnelle et sociale et l'institue comme membre de droit d'une communauté.

Selon les sociologues, l'argent est d'abord de la confiance. Une monnaie n'existe que si elle est garantie par un Etat ou un groupe d'Etats souverains et si elle est investie de la commune confiance des citoyens et des acteurs économiques. Si la confiance disparaît, l'argent perd sa valeur et cette crise engendre de graves perturbations politiques, sociales, économiques, psychologiques.

L'argent est également le carburant et l'énergie de la vie, le pourvoyeur de nourriture, de vêtement, de logement, de déplacement, de loisir, de sécurité etc.

L'argent est enfin l'enjeu de rapports sociaux parfois violents : chaque individu, chaque groupe ou classe sociale cherche à assurer sa place, son statut, son rang voire ses privilèges, et à ne pas tomber dans les multiples formes, subtiles ou brutales, de l'exclusion sociale. Dans ce registre, l'argent permet d'exister socialement dans le regard de l'autre, mais aussi d'acheter un minimum de sécurité pour ne pas déchoir.

Pour les psychologues, l'argent est un puissant excitant psychique du désir. Puisque c'est un concentré de valeur qui permet, au moins en fantasme, de tout se procurer ou presque (objets, services, mais aussi sécurité, estime, amour, plaisirs etc.), il s'immisce dans presque tous les compartiments de notre vie, et suscite des émotions ou des sentiments puissants et parfois contradictoires : désir, envie, admiration, sécurité, peur, dégoût, culpabilité, mépris, toute puissance etc. L'argent peuple nos rêves intimes.

Il peut être l'instrument de notre liberté et de la réussite de notre vie, un objet magique qui nous protège, une enveloppe psychique, un moyen de pouvoir et de jouissance, mais aussi un objet de servitude, de torture, de déchéance ou encore, pour certains individus, une drogue. Socialement et psychologiquement, l'argent est un puissant explosif.

Chacun de nous entretient avec l'argent une relation intime différente, complexe, émotionnelle, souvent intense et en partie inconsciente, relation influencée par notre éducation familiale, notre histoire de vie, notre classe sociale. Une mauvaise construction du rapport à l'argent est source de handicaps dans tous les compartiments de la vie et, pour certains, elle peut concourir à leur exclusion.

L'argent au cœur de l'exclusion

L'argent est au cœur de l'exclusion sociale, bancaire et du surendettement, à la fois comme cause et comme symptôme.

Les exclus sont d'abord ceux qui manquent d'argent, parce qu'ils ne peuvent pas s'en procurer par leur travail (chômage, handicaps divers), parce qu'ils méconnaissent leurs droits, parce qu'ils en ont peur, parfois aussi parce qu'ils ont fait le choix de travailler peu ou pas du tout. Mais aussi, pour d'autres, parce qu'ils gèrent mal leur budget familial et dépensent, au sens propre, sans compter.

Ceux-ci sont, plus ou moins gravement, des « illettrés de l'argent », comme d'autres le sont des lettres et des mots. Ils sont dépourvus de certaines bases élémentaires nécessaires au maniement de l'argent et à la gestion d'un budget familial : ils sont « fâchés » avec les chiffres et l'argent, ils ne connaissent pas l'ordre de grandeur des principaux postes de leur

³ Et pour s'acquitter des impôts qu'il paie à la Cité ou à l'Etat.

budget, ils confondent les ressources courantes et le patrimoine (les flux et les stocks), les dépenses récurrentes et les dépenses exceptionnelles, ils ne pointent pas leurs relevés de compte bancaires, ne classent pas leurs documents, ils font des chèques ou paient par carte bancaire sans vérifier préalablement leur solde disponible, ils sont parfois incapables de résister à un achat compulsif etc.

Ces carences résultent souvent d'une conjugaison de causes extérieures à la personne, et d'autres qui lui sont propres : le caractère de plus en plus abstrait et virtuel de l'argent électronique ; le manque d'éducation familiale dans la gestion de l'argent ; les carences intellectuelles de la personne (incapacité à se représenter l'argent, les chiffres, à compter, à classer, à vérifier) ; les fragilités psychiques (pour certaines personnes, l'argent est fortement associé à des images de danger, d'angoisse, de mort, de saleté, d'injustice, d'interdit, de culpabilité, de dépendance, ce qui les pousse à le mettre à distance, et à pratiquer à propos de leur argent la politique de l'autruche) ; et enfin la négligence, l'irresponsabilité, l'inconséquence (l'argent n'est pas investi comme objet d'obligation et de contrat).

La vulnérabilité de ces personnes est renforcée par les multiples tentations du monde « hyper moderne » dans lequel elles vivent : chacun y est invité à se réaliser dans une réussite sociale fondée sur l'argent, à consommer et à jouir sans délai à travers des achats payés par l'opération indolore et parfois inconsciente de la carte bancaire, ou encore par un crédit à la consommation que certains ont l'illusion de croire inépuisable.

L'illettrisme de l'argent est également cause de l'exclusion bancaire et du surendettement : lorsque son compte bancaire devient débiteur, la personne en situation précaire se voit infliger par la banque des pénalités parfois très lourdes. Pour le banquier, c'est une sorte de potion amère dissuasive censée pousser le client à reconstituer un solde positif de son compte bancaire. Mais pour les clients les plus fragiles, le médicament aggrave la maladie et peut aller jusqu'à « tuer » le malade en accélérant son exclusion.

Quant au surendettement, il n'est souvent qu'un « malendettement⁴ », c'est-à-dire un mauvais empilement de crédits consentis à des taux trop élevés et pour une durée trop courte : si la personne malendettée a pris conscience de ses errements et souhaite réellement retrouver une bonne santé financière, un diagnostic sérieux, suivi d'un réaménagement financier et d'un accompagnement humain attentif peut lui permettre d'en « guérir » assez rapidement.

Les enjeux de la pédagogie de l'argent

L'importance croissante de facteurs tels que les cartes de crédit, le crédit à la consommation et la précarisation du travail rendent indispensable une action d'envergure dans ce domaine.

L'inaptitude à gérer l'argent a pour conséquences les graves déséquilibres du budget familial, le développement des comptes débiteurs et le surendettement, et en dernier ressort l'exclusion bancaire et sociale. Celle-ci est cause de grande souffrance pour ceux qui en sont les victimes, quelle que soit la part, discutable à l'infini, de leur responsabilité dans cette épreuve.

Au-delà de ses victimes directes, l'illettrisme de l'argent entraîne également des effets néfastes pour les banquiers, pour la croissance économique, pour le budget de l'Etat et pour la société dans son ensemble. A l'inverse, lorsqu'une personne a appris à tenir ses comptes et à contrôler ses dépenses en fonction de ses revenus, elle est « réconciliée » avec l'argent et devient un client fiable pour sa banque, elle est capable de travailler et d'entreprendre en vue d'augmenter ses revenus, de payer ses impôts, de vivre de manière autonome au sein de la cité, de veiller à sa santé et d'assurer elle-même sa sécurité économique.

⁴ Selon la formule pertinente largement diffusée par le Médiateur de la République.

S'il est difficile de combattre l'exclusion liée à un manque durable de ressources, il n'en est pas de même lorsque celle-ci est liée à l'illettrisme de l'argent. Dans ce domaine, une expérience et des outils existent et ont fait leurs preuves, et d'autres peuvent être inventés et mis en œuvre. C'est une question de volonté politique et de moyens.

La mise en place d'actions de pédagogie financière d'envergure en direction des individus les plus fragiles financièrement est donc un impératif humanitaire. C'est un enjeu majeur de justice, de santé sociale et d'autonomie des individus. Il y a urgence à la relancer à travers des actions novatrices et de grande envergure soutenues conjointement par les pouvoirs publics et les institutions privées.

Comment « enseigner » le bon usage de l'argent ?

Les praticiens de terrain constatent que, lorsque l'occasion leur en est donnée, bon nombre de ces « illettrés de l'argent » peuvent tirer profit d'une action d'éducation financière et budgétaire, ce que confirme les expériences réalisées par exemple en Belgique et en Allemagne.

En France, un travail de qualité est déjà réalisé dans ce domaine depuis plusieurs décennies par des précurseurs éclairés, au premier rang desquels Finances et Pédagogie, les UDAF⁵, les Maisons familiales rurales, les Caisses d'allocation familiales, grâce notamment au travail des conseillers en économie sociale et familiale et d'un certain nombre de travailleurs sociaux. Pour sa part, Crésus Alsace a apporté une contribution remarquable en matière de pédagogie de l'argent, notamment à travers ses consultations en direction des personnes surendettées et ses actions de formation auprès de publics divers. Enfin, la récente création de l'IEFP⁶, « La Finance pour tous », sous l'égide du Conseil des Marchés Financiers, et du CODICE⁷ à l'initiative du Ministère des Finances, montre que les pouvoirs publics, conscients des enjeux de cette question, souhaitent y contribuer activement.

Que serait une relation « idéale » d'un individu avec l'argent ? Les premières réponses qui viennent à l'esprit sont fondées sur le bon sens : la capacité à gagner suffisamment d'argent pour faire face à ses besoins ; la capacité à le dépenser, pour satisfaire ses besoins et ses désirs (savoir se faire plaisir) ; la capacité à contrôler ses dépenses en fonction de ses revenus ; la capacité à épargner et à emprunter (ni trop, ni trop peu) ; la capacité à penser l'argent dans la durée, et notamment à constituer et à gérer un patrimoine, en « bon père de famille » ; la capacité à donner gratuitement et à recevoir ; la capacité à recevoir, à « intégrer » et à gérer un héritage ; la capacité à transmettre à ses propres héritiers ; le fait d'avoir une représentation réaliste et positive, ou au moins neutre, de l'argent ; le fait que l'argent tienne une place modérée (ni trop, ni trop peu) dans sa vie psychique (pensées, rêves, conversations, émotions...) ; la capacité à faire confiance à un tiers (qui n'exclut ni les précautions préalables, ni les contrôles a posteriori...) ; la capacité à avoir normalement confiance en l'avenir ; le respect de la loi et des usages ; le souci de faire avec autrui des transactions équitables ; plus techniquement : la capacité à distinguer l'argent flux et l'argent stock, la capacité à manier une grosse somme d'argent et à prendre un risque modéré, par exemple pour acheter un logement. Cette définition est certes théorique, elle peut être critiquée et enrichie, mais elle est indispensable pour concevoir et conduire des actions significatives de pédagogie de l'argent.

Concrètement, comment faire ?

Plusieurs actions permettraient de promouvoir l'éducation financière : enseigner au lycée, au collège voire dans les classes primaires, les rudiments de l'économie, et en premier lieu ceux

⁵ Union Départementale des Associations familiales.

⁶ Institut pour l'Education Financière du Public.

⁷ Conseil pour la Diffusion de la Culture Economique.

d'une bonne gestion de l'argent et du budget familial⁸ ; renforcer les filières de formation des conseillers en éducation sociale et familiale ; donner aux travailleurs sociaux et aux bénévoles des associations caritatives et d'action sociale une formation pour les rendre capables de « parler d'argent » avec les personnes financièrement fragiles⁹ ; favoriser la création d'associations de terrain ayant pour but de réaliser des actions d'éducation financière comme d'autres travaillent à l'alphabétisation.

Les banques, pour leur part, devraient jouer un rôle essentiel dans cette éducation : autrefois les guichetiers donnaient des conseils généralement bienveillants à leurs clients, en particulier lorsque leur compte devenait débiteur. Ces guichetiers sont souvent remplacés par des procédures automatiques de mise en garde et de facturation, perçues par les clients les plus fragiles comme aveugles et parfois brutales, et qui les perturbent plus qu'elles ne les aident réellement.

Cette action des banques en faveur de la pédagogie de l'argent devrait constituer leur contribution prioritaire et significative à une politique de développement durable au service de la cité.

Plusieurs raisons militent en ce sens : leurs moyens financiers ; leur expertise financière ; leur capacité à connaître, dès leur apparition, les difficultés financières de leurs clients, à un moment où il est encore aisé d'y remédier ; l'intérêt qu'elles ont à garder leurs clients en bonne santé ; et enfin les retombées positives qu'elles peuvent en tirer pour améliorer la qualité de leur image institutionnelle.

Les banques devraient définir une politique spécifique aux clientèles fragiles et en particulier aux clients débiteurs, en y intégrant la dimension éthique et pédagogique. Elles feraient œuvre utile, en particulier, en créant un dispositif de « sauvetage » des clients surendettés qui ne sont bien souvent que « malendettés » : certaines banques le font déjà avec un réel succès, en réaménageant ou en restructurant leur dette et en leur offrant un accompagnement humain à dominante pédagogique, gage et condition de leur redressement durable, pour lequel elles mobilisent leurs anciens salariés pour en faire des pédagogues bénévoles.

A l'exemple du groupe Caisses d'Epargne avec Finances et Pédagogie, chaque groupe bancaire pourrait utilement créer une structure d'éducation à l'argent et à la gestion du budget familial. Conduisant des actions de recherche en liaison avec l'IEFP, chaque structure ferait un travail éducatif de terrain en interne vers leurs propres clients fragiles, mais aussi à l'extérieur en appui de l'action sociale conduite dans ce domaine par les collectivités territoriales, les associations, les administrations et les différentes structures socio-éducatives.

Enfin le dispositif de distribution de micro crédits sociaux, institué par la loi Borloo de Cohésion sociale de 2005 et géré par le Fonds de cohésion sociale, constitue une opportunité exceptionnelle de donner une impulsion nouvelle à l'éducation financière des personnes les plus fragiles.

⁸ Le mot « économie » vient du grec *oikonomos* qui signifie « la règle, la loi, l'organisation de la maison ». A l'origine, il signifie « l'art de bien administrer une maison », puis « la bonne gestion des biens d'autrui ». Il réfère donc bien à l'idée moderne de gestion équilibrée de l'argent du budget familial.

⁹ C'est-à-dire capables de réaliser avec elles un diagnostic de leur situation financière, et de les accompagner dans la durée pour les aider à mieux gérer leur budget familial.